



RÉGION
Nord-Pas de Calais

Compte Administratif 2013

Présenté par M^r Daniel Percheron
Président du Conseil Régional

sur rapport de M^r Rudy Elegeest
Vice-Président du Conseil Régional
Chargé des Finances, de l'Europe
et de la Rénovation Urbaine

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

SÉANCE PLÉNIÈRE DES 05 ET 06 JUIN 2014

ÉDITO

LE RAPPORT FINANCIER 2013 TRADUIT L'ÉQUILIBRE, POURSUIVI PAR L'EXÉCUTIF RÉGIONAL DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES, CONSISTANT À ASSURER LE NIVEAU D'INTERVENTION LE PLUS ÉLEVÉ POSSIBLE SANS COMPROMETTRE LA SANTÉ FINANCIÈRE DE L'INSTITUTION, GAGE DE LA PÉRENNITÉ DE SON ACTION À MOYEN-LONG TERME.

ALORS QUE LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES AMPLIFIENT LES INÉGALITÉS AUXQUELLES EST CONFRONTÉ HISTORIQUEMENT NOTRE TERRITOIRE, LA RÉGION EST APPELÉE À JOUER PLEINEMENT SON RÔLE DE "BOUCLIER" AU PROFIT DES HABITANTS, DES USAGERS DU SERVICE PUBLIC, DES TERRITOIRES, DES ENTREPRISES ET DES ASSOCIATIONS QUI SONT AUTANT DE RELAIS DE L'ACTION PUBLIQUE.

AU MÊME MOMENT, LES EFFETS STRUCTURELLEMENT NÉGATIFS DE LA RÉFORME FISCALE ENTRÉE EN VIGUEUR LE 1^{ER} JANVIER 2011, QUI A SUBSTITUÉ AUX PARTS RÉGIONALES DE TAXE PROFESSIONNELLE ET DE TAXES FONCIÈRES PERÇUES JUSQU'ICI, DE NOUVELLES RESSOURCES, COMPOSÉES POUR MOITIÉ DE DOTATIONS DE COMPENSATIONS GELÉES EN VALEUR, SE FONT DUREMENT SENTIR.

LES MARGES DE MANŒUVRE DE LA COLLECTIVITÉ SE SONT EN EFFET FORTEMENT RÉDUITES, PAR :

- LA QUASI DISPARITION DE L'AUTONOMIE FISCALE, CONCENTRÉE DORÉNAVANT SUR LA SEULE TAXE RÉGIONALE SUR LES CARTES GRISSES (7,8% DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2013),
- LE MANQUE À GAGNER GÉNÉRÉ PAR LA RÉFORME FISCALE, ÉVALUÉE À 35 M€ CHAQUE ANNÉE (105 M€ CUMULÉS DEPUIS TROIS ANS),
- L'ACCROISSEMENT DE LA DÉPENDANCE À DES IMPÔTS DE FLUX, AUX RENDEMENTS VOLATILS,
- LE POIDS DÉSORMAIS PRÉPONDERANT DES CONCOURS FINANCIERS VERSÉS PAR L'ÉTAT, GELÉS EN VALEUR JUSQU'EN 2013 ET APPELÉS À BAISSER SIGNIFICATIVEMENT EN 2014.

IL EN RÉSULTE UNE BAISSSE AUSSI SYMBOLIQUE QU'INÉDITE DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT EN 2013.

CONSCIENT DE L'ACUITÉ DES PROBLÉMATIQUES DU NIVEAU DE LA PRESSION FISCALE ET DE CELUI DES DÉFICITS PUBLICS, L'EXÉCUTIF RÉGIONAL NE PEUT QUE PRENDRE EN COMPTE CE CRUEL PARADOXE, ALORS MÊME QUE LES RECETTES NOUVELLES DE PÉRÉQUATION, CENSÉES RÉDUIRE LES INÉGALITÉS TERRITORIALES, PÈSENT MOINS DE 1% DES RESSOURCES TOTALES ET NE SONT DONC PAS À LA HAUTEUR DES ENJEUX CONTEMPORAINS.

CE BOULEVERSEMENT DE PARADIGME FINANCIER FAIT DORÉNAVANT REPOSER LA FLEXIBILITÉ BUDGÉTAIRE SUR LES SEULES DÉPENSES RÉGIONALES. DANS CE CONTEXTE, L'EXÉCUTIF RÉGIONAL SE DOIT D'AMPLIFIER SES EFFORTS DE MAÎTRISE DES DÉPENSES, DANS UN SOUCI DE PRÉSERVATION DE SA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT, AFIN DE POUVOIR MAINTENIR SON EFFORT D'INVESTISSEMENT TOUT EN RECOURANT DE MANIÈRE MODÉRÉE À L'EMPRUNT.

CONFIRMANT LES PRINCIPES MIS EN ŒUVRE SUR LE CYCLE OUVERT EN 2004, LE RAPPORT FINANCIER 2013 APPELLE L'EXÉCUTIF RÉGIONAL À POURSUIVRE LA STRATÉGIE D'ÉQUILIBRE, À LA FOIS RESPONSABLE ET VOLONTARISTE, GARANTE D'UN CAPITAL COMMUN : LE SERVICE PUBLIC RÉGIONAL.



M^r Daniel PERCHERON
Président du Conseil Régional



M^r Rudy ELEGEST
Vice-Président chargé des Finances
de l'Europe et de la Rénovation Urbaine

SOMMAIRE

GRANDS ÉQUILIBRES FINANCIERS 4

- Grandes masses budgétaires 2013 4
- Ratios budgétaires et financiers stratégiques 5
- Grands équilibres financiers depuis 10 ans 6

RECETTES 8

- Fonctionnement 8
- Investissement 9

DÉPENSES 10

- Fonctionnement 10
- Investissement (hors remboursement du capital de la dette) 11
- Dépenses Institutionnelles 11
- Dépenses d'intervention 12

GESTION DE LA DETTE 14

- Modalités de financement de l'investissement 14
- Couverture du besoin d'emprunt 14
- Encours au 31 décembre 2013 15
- Trésorerie 15

SUBVENTION GLOBALE 16

- Rétrospective des flux 2008-2013 16
- Rétrospective des flux 2014-2017 16

ANNEXES 17

- État des autorisations pluriannuelles 17
- Dette garantie au 31 décembre 2013 17
- Ratios ATR 18
- Lexique 19

GRANDS ÉQUILIBRES FINANCIERS

La situation financière de la Région Nord - Pas de Calais reste saine et maîtrisée malgré la pression sans précédent exercée sur ses recettes de fonctionnement.

Grandes masses budgétaires 2013

Les dépenses régionales (hors mouvements de gestion active de la dette) se sont élevées à 1 853,2 M€ en 2013. Elles progressent de +1,4% par rapport à 2012, contre une moyenne annuelle de +5,4% sur le cycle ouvert en 2004. Cette évolution traduit la stabilisation du périmètre d'intervention de la collectivité après les nombreux transferts de compétences intervenus depuis la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (gestion des ports de Calais et de Boulogne-sur-Mer, intégration progressive des agents des lycées, transferts des aides et formations sanitaires et sociales...).

Les dépenses de fonctionnement (1 228,6 M€) représentent deux tiers des crédits consommés. Hors frais financiers, leur dynamisme a été limité à +2,6% contre +2,9% en 2012.

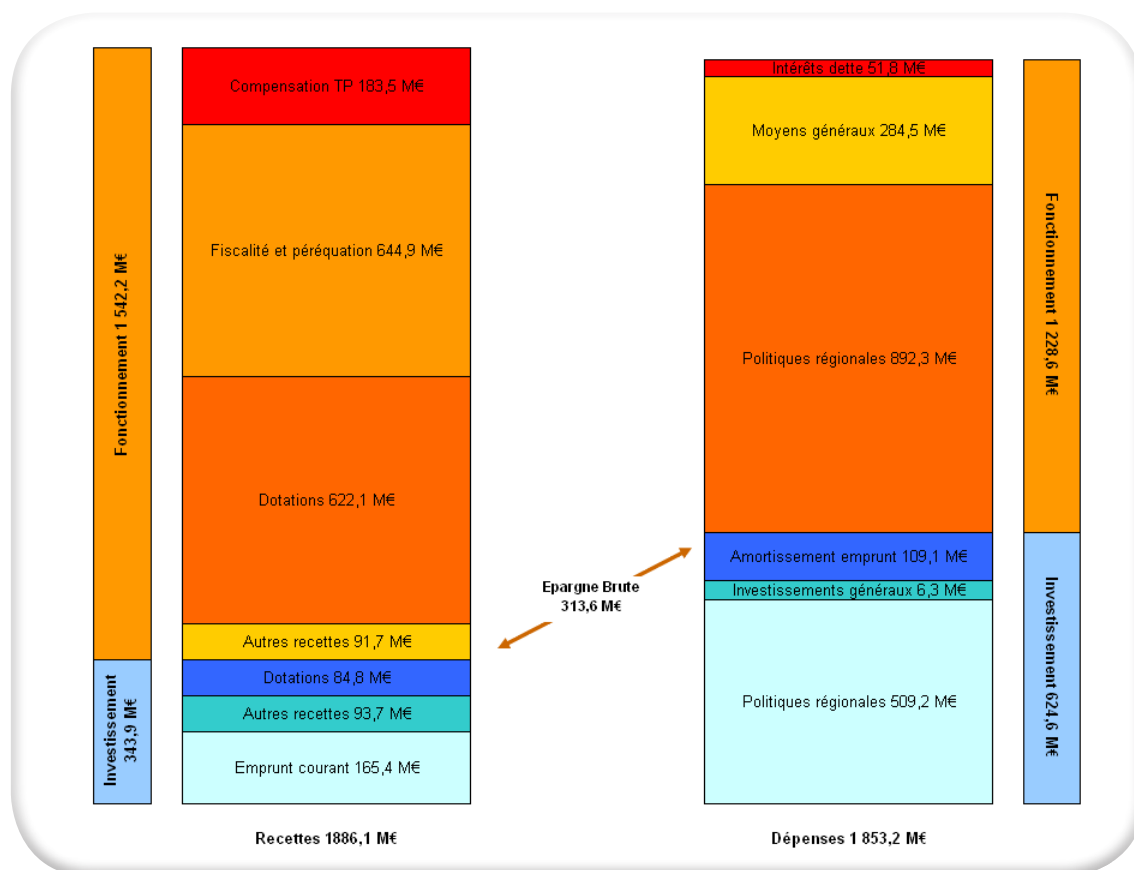
Après le pic de 2011 et pour la deuxième année consécutive, l'effort d'investissement (hors remboursement de la dette) a été revu à la baisse, à 515,5 M€ (-4,6%). La Région revient ainsi par paliers successifs au niveau annuel moyen (492 M€) observé sur le cycle 2004-2012. En dix ans, la Région a investi environ 5 milliards d'euros sur son territoire.

La hausse substantielle (+15,1%) du montant de capital de la dette remboursé (109,1 M€) doit être mise en perspective avec le niveau exceptionnellement bas de l'amortissement de la dette en 2012 (94,8 M€), alors que la moyenne du cycle s'établit à 113,6 M€.

Les recettes régionales (hors mouvements de gestion active de la dette) se sont élevées à 1 886,1 M€, en hausse de +3,3% par rapport au compte administratif 2012. Derrière ce dynamisme, qui tient au niveau record d'encaissement des recettes d'investissement (178,5 M€, +77,8%), il faut remarquer en fait une contraction mineure (-0,1%) mais néanmoins inédite des recettes de fonctionnement, qui pèsent un peu plus de 80% des ressources totales en 2013.

Le principal fait générateur est la chute du nombre de véhicules neufs et d'occasion immatriculés sur le territoire, qui a engendré une perte de rendement de 8,4 M€ de la taxe régionale sur les cartes grises.

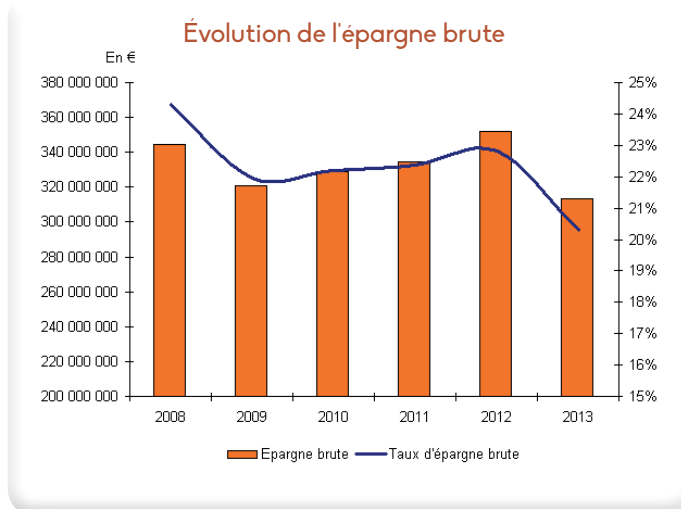
Budget principal (hors mouvements d'ordre et résultats reportés)



Ratios budgétaires et financiers stratégiques

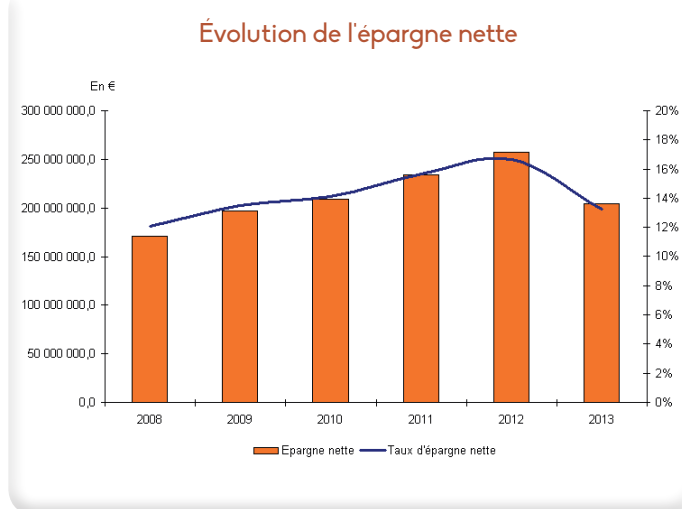
Épargne brute

Bien que fortement contrainte par l'évolution de la structure, de la nature et du dynamisme de ses ressources depuis la suppression de la taxe professionnelle le 1^{er} janvier 2011, la Région a réussi à dégager en 2013 une épargne brute de 313,6 M€, soit 20,3% de ses recettes totales de fonctionnement. Si elle se contracte de 10,9% d'une année sur l'autre, l'épargne brute s'inscrit néanmoins dans la moyenne annuelle du cycle 2004-2012.



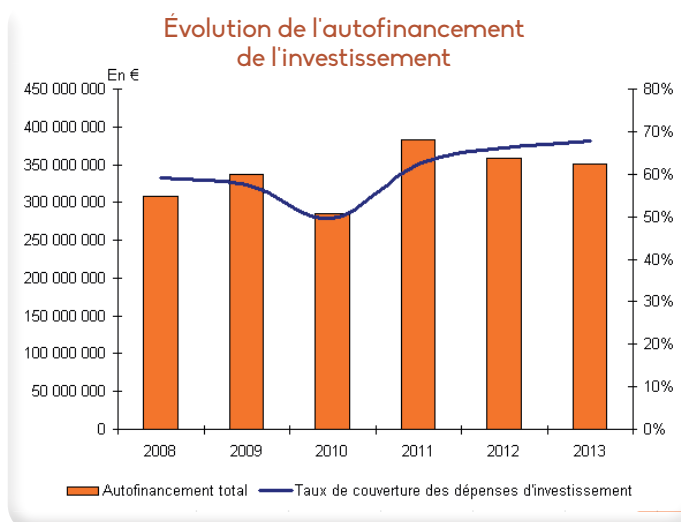
Épargne nette

L'épargne nette, qui s'élève à 204,5 M€ au 31 décembre 2013, baisse plus fortement, sous le double effet de l'érosion de l'épargne brute et du réajustement du rythme de remboursement du capital de la dette à son niveau tendanciel, après l'étiage atteint en 2012. Cette ressource excédentaire, dégagée au sein de la section de fonctionnement, a permis d'autofinancer un peu plus d'un tiers de l'effort d'investissement de l'année.



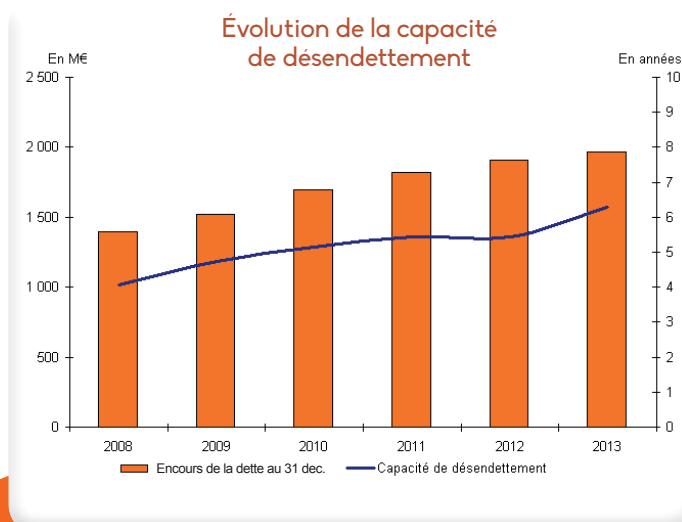
Autofinancement de l'investissement

L'emprunt mobilisé en 2013, inférieur de 9,2% à son niveau 2012, n'a couvert qu'un peu moins d'un tiers de l'effort d'investissement consenti par la Région. Cela confirme, à l'échelle du cycle, la capacité de la Région à mobiliser des ressources définitives (épargne nette, subventions d'investissement reçues, dotations versées par l'État et attributions du fonds de compensation de la TVA) afin de préserver son indépendance financière vis-à-vis des banques et des marchés.



Capacité dynamique de désendettement

La capacité dynamique de désendettement s'établit à 6,3 ans au 31 décembre 2013. Bien que deux fois supérieur à la moyenne des autres régions, ce ratio a vu son écart à la moyenne se réduire d'un tiers depuis 2004, tout en restant très en deçà des 10 ans, généralement considérés comme un seuil d'alerte pour les collectivités territoriales. La dégradation résulte de la baisse du niveau d'épargne brute et de l'accroissement concomitant de l'encours de la dette régionale.



Grands équilibres financiers depuis 10 ans

EN EUROS	2004	2005	2006
MESURE DE LA CAPACITÉ D'ÉPARGNE			
Recettes réelles de fonctionnement	929 934 541,6	1 086 920 068,5	1 139 676 254,5
- Dépenses réelles de fonctionnement	732 392 235,0	758 452 338,5	817 911 056,9
= Épargne brute	197 542 306,7	328 467 730,0	321 765 197,6
- Amortissement de la dette(1)	96 474 915,6	132 709 975,1	156 154 856,2
(pour mémoire, opérations neutres de gestion de la dette)	156 751 221,5	167 898 123,5	200 013 396,4
= Épargne nette	101 067 391,1	195 757 754,9	165 610 341,4
MESURE DU FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS			
Dépenses réelles d'investissement (hors dette)	440 016 368,6	415 167 492,2	434 446 656,5
- Recettes réelles d'investissement (hors emprunt)	90 067 269,3	101 217 099,0	78 108 885,2
= Besoin de financement de l'investissement	349 949 099,3	313 950 393,2	356 337 771,3
FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT			
Épargne nette	101 067 391,1	195 757 754,9	165 610 341,4
- Besoin de financement de l'investissement	349 949 099,3	313 950 393,2	356 337 771,3
+ Emprunt	256 959 375,9	170 426 027,0	201 201 068,9
(pour mémoire, opérations neutres de gestion de la dette)	156 751 221,5	167 898 123,5	200 013 396,4
= Résultat propre de l'exercice	8 077 667,7	52 233 388,7	10 473 639,0
MESURE DE LA VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT			
Résultat antérieur (2)	12 105 750,9	20 183 418,6	72 416 807,3
+ Résultat propre de l'exercice	8 077 667,7	52 233 388,7	10 473 639,0
= Résultat cumulé	20 183 418,6	72 416 807,3	82 890 446,3
- Restes à réaliser - Dépenses	26 061 290,5	48 248 424,6	55 689 347,8
+ Restes à réaliser - Recettes	5 969 522,6	0,0	0,0
Retraitement du résultat suite à la modification de la comptabilisation des ICNE			
= Résultat cumulé après prise en compte des restes à réaliser	91 650,6	24 168 382,6	27 201 098,5

(1) Hors METP et ICADE pour les exercices 2006 et 2007

(2) En 2012, le résultat antérieur intègre la reprise du Syndicat des Eco-gardes

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
------	------	------	------	------	------	------

1 337 926 948,5	1 418 117 134,8	1 459 406 257,1	1 482 813 293,1	1 494 614 682,4	1 543 453 328,7	1 542 211 522,9
1 024 089 938,6	1 073 333 204,3	1 138 808 839,1	1 153 786 452,1	1 160 291 746,3	1 191 463 743,5	1 228 605 370,8
313 837 009,9	344 783 930,5	320 597 418,0	329 026 841,0	334 322 936,1	351 989 585,2	313 606 152,1
118 987 122,3	173 442 456,4	123 378 827,4	120 133 009,7	100 130 741,2	94 775 548,4	109 064 960,9
111 681 024,0	144 684 102,5	0,0	38 000 000,0	290 000 000,0	35 603 100,0	215 623 204,9
194 849 887,6	171 341 474,1	197 218 590,6	208 893 831,3	234 192 194,9	257 214 036,8	204 541 191,2

487 584 134,6	521 796 207,5	584 865 596,2	574 689 784,6	613 161 502,9	540 590 334,3	515 507 041,6
97 907 548,2	101 404 783,7	134 879 714,2	117 939 461,2	108 217 544,7	100 397 501,1	178 520 529,8
389 676 586,4	420 391 423,8	449 985 882,1	456 750 323,4	504 943 958,1	440 192 833,2	336 986 511,9

194 849 887,6	171 341 474,1	197 218 590,6	208 893 831,3	234 192 194,9	257 214 036,8	204 541 191,2
389 676 586,4	420 391 423,8	449 985 882,1	456 750 323,4	504 943 958,1	440 192 833,2	336 986 511,9
204 865 000,0	213 924 075,2	248 369 453,0	290 000 000,0	230 000 000,0	182 195 740,0	165 400 000,0
111 681 024,0	144 684 102,5	0,0	38 000 000,0	290 000 000,0	35 603 100,0	215 623 204,9
10 038 301,2	-35 125 874,5	-4 397 838,5	42 143 507,8	-40 751 763,2	-783 056,4	32 954 679,4

82 890 446,3	87 804 992,4	52 679 117,8	48 281 279,4	90 424 787,2	49 371 031,7	48 587 975,3
10 038 301,2	-35 125 874,5	-4 397 838,5	42 143 507,8	-40 751 763,2	-783 056,4	32 954 679,4
92 928 747,5	52 679 117,8	48 281 279,4	90 424 787,2	49 673 024,0	48 587 975,3	81 542 654,7
49 164 055,5	18 953 848,7	73 796 508,8	77 654 089,4	89 438 036,5	107 259 094,7	114 412 911,7
0,0	0,0	55 181 029,6	57 662 662,1	65 828 827,0	76 229 896,0	82 142 769,4
-5 123 755,1						
38 640 936,8	33 725 269,1	29 665 800,2	70 433 359,9	26 063 814,5	17 558 776,6	49 272 512,3

RECETTES

Les recettes du compte administratif 2013 s'élèvent à 1 886,1 M€ et se répartissent comme suit :

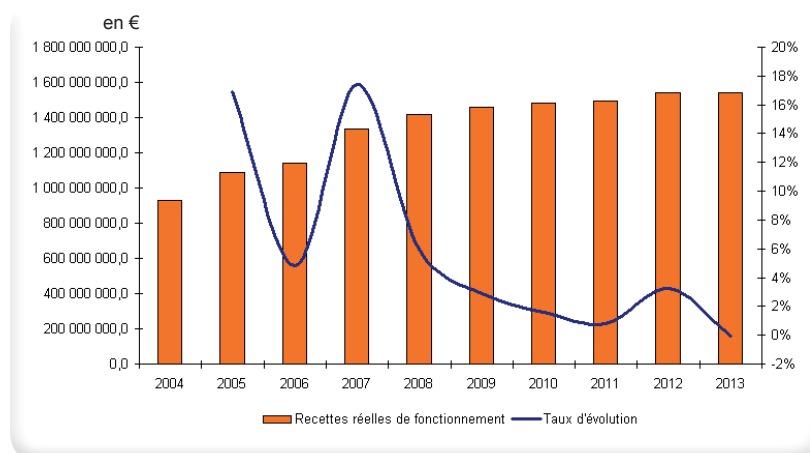
- 1 542,2 M€ en fonctionnement (-0,1% par rapport à 2012) ;
- 343,9 M€ en investissement, dont 178,5 M€ de recettes propres (+77,8%) et 165,4 M€ de recours à l'emprunt (-9,2%).

97,4% des recettes de fonctionnement et 87,7% des recettes d'investissement prévues au budget primitif et dans la décision modificative votée en juillet 2013 ont été encaissées.

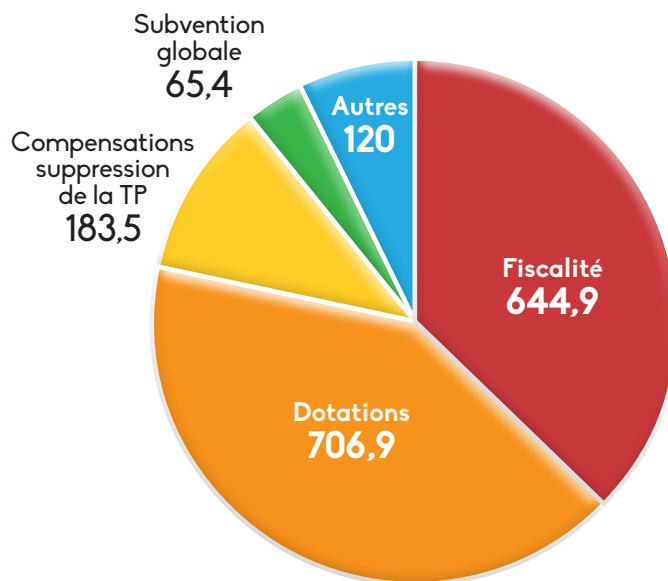
Grâce au niveau d'encaissement exceptionnellement élevé des recettes d'investissement, les ressources définitives régionales (c'est-à-dire hors emprunt) croissent de +4,7% par rapport à 2012, à 1 720,7 M€.

Fonctionnement

Évolution des recettes de fonctionnement



Les recettes définitives de fonctionnement et d'investissement (en M€)



En substituant au panier fiscal de référence (taxe professionnelle et taxes foncières) des reversements figés en valeur (DCRTP¹ et FNGIR²) et des ressources nouvelles (CVAE³, IFR⁴) sur lesquelles la Région n'a aucun pouvoir de taux, la réforme fiscale de 2011 a considérablement réduit le dynamisme des recettes de fonctionnement : elles n'ont cru en moyenne que de +1,9% entre 2011 et 2013 contre +8,3% entre 2004 et 2010, y compris les transferts de ressources nouvelles (TICPE⁵) et les décisions d'augmentation des taux d'imposition.

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 1 542,2 M€.

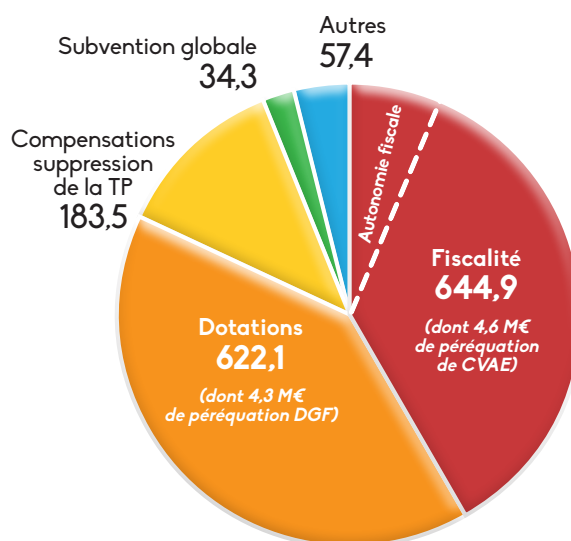
Leur structure et leur nature ont profondément été bouleversées par la suppression de la taxe professionnelle le 1^{er} janvier 2011 :

- la part des dotations et compensations versées par l'État s'est accrue (42,8% en 2010 // 52,2% en 2013)
- celle de la fiscalité régionale s'est réduite (51,7% en 2010 // 41,8% en 2013).

- Les recettes fiscales assises sur un pouvoir de modulation, à la hausse comme à la baisse, se concentrent dorénavant sur les seules cartes grises, soit 7,8% des recettes totales de fonctionnement (34,9% en 2009).

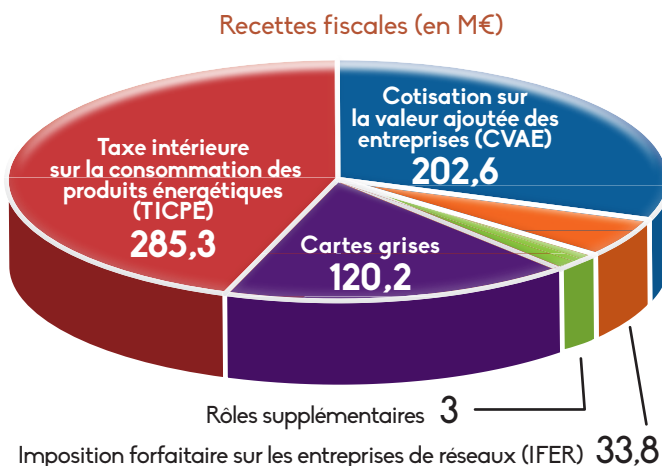
Les recettes de péréquation, alimentées par un premier dispositif horizontal (DGF, 4,3 M€) et un second vertical (CVAE, 4,6 M€), ne représentent 0,6% des recettes totales de fonctionnement.

Recettes de fonctionnement (en M€)



1 - Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle, versée par l'État.
 2 - Fonds national de garantie individuelle de ressources, alimenté par les collectivités bénéficiant de surplus de recettes fiscales suite à l'entrée en vigueur de la réforme.
 3 - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.
 4 - Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux.
 5 - Taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques

Le produit fiscal perçu par la Région en 2013 a atteint 644,9 M€, en légère hausse de +1,1% par rapport à 2012. La contraction du rendement des cartes grises (-8,7 M€) ayant été quasi intégralement compensée par les surplus de CVAE (+7,6 M€) et d'IFER (+0,7 M€), le dynamisme du produit fiscal régional résulte de la perception d'une recette nouvelle : l'attribution du fonds national de péréquation des ressources de CVAE (4,6 M€), dont la Région Nord - Pas de Calais est le premier bénéficiaire en raison de l'accroissement des inégalités de ressources engendré par la suppression de la taxe professionnelle.

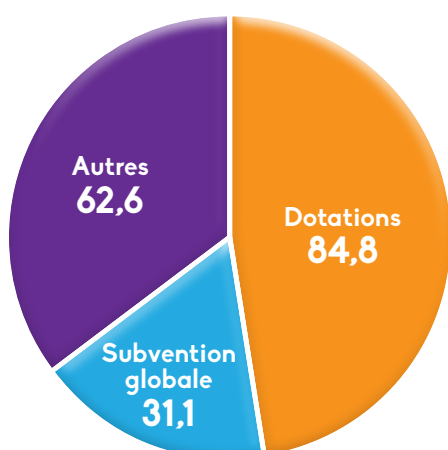


Les autres recettes de fonctionnement (crédit-bail, Europe, reversements de subventions...) se contractent de 11,2 %, passant de 103,3 M€ en 2012 à 91,7 M€ en 2013.

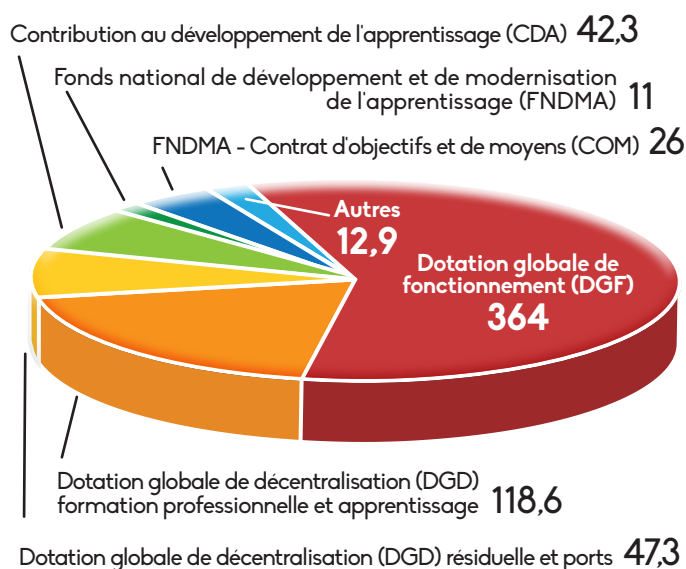
Investissement

Les recettes définitives d'investissement atteignent un niveau exceptionnellement élevé en 2013, à 178,5 M€ (+77,8% par rapport à 2012) sous l'effet d'un double rattrapage de reversements du Fonds de compensation de la TVA (+16,9 M€) et des fonds structurels européens (+45,1 M€), qui étaient attendus en 2012, mais aussi d'un surplus de recettes de subvention globale (+16,1 M€), corrélé à la montée en charge des mandatements afférents au dispositif.

Recettes définitives d'investissement (en M€)

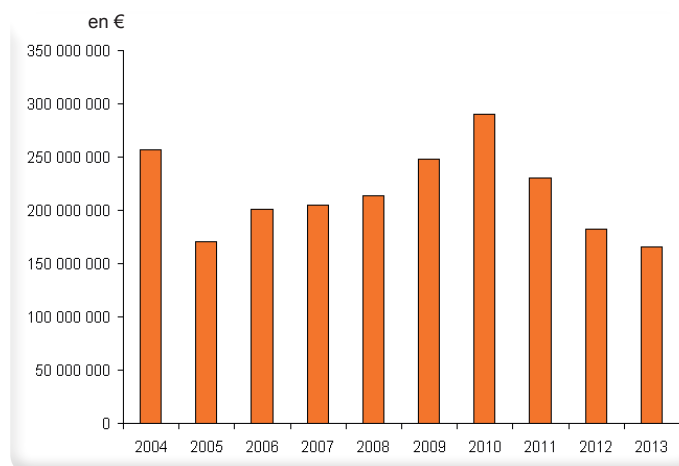


Dotations et compensations hors réforme de la taxe professionnelle (en M€)



Les dotations et compensations versées par l'État, hors réforme de la taxe professionnelle, enregistrent également une légère hausse de +0,8%, pour atteindre 622,1 M€. Alors que la Dotation globale de fonctionnement, qui représente plus de la moitié de ces ressources, est gelée en valeur pour la troisième année consécutive, il est à noter un effet périmètre positif avec la perception d'une nouvelle ressource au titre de la DGF péréquation (4,3 M€), alors que la Région était sortie du dispositif en 2011 après en avoir bénéficié à hauteur de 19,0 M€ en 2009 et 9,5 M€ en 2010.

Évolution du niveau de mobilisation de l'emprunt



Le recours complémentaire à l'emprunt a été réalisé à hauteur de 165,4 M€, confirmant les efforts significatifs de maîtrise de l'endettement engagés depuis trois exercices : -20,7% en 2011, -20,8% en 2012 et -9,2% en 2013.

DÉPENSES

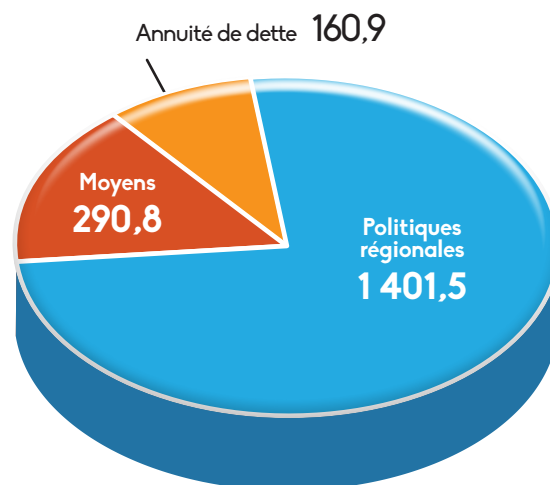
Les dépenses du compte administratif 2013 s'élèvent à 1 853,2 M€ et se répartissent comme suit :

- 1 228,6 M€ en fonctionnement (+3,1% par rapport à 2012) ;
- 624,6 M€ en investissement, dont 515,5 M€ pour les dépenses d'équipement (-4,6%) et 109,1 M€ de remboursement du capital de la dette (+15,1%).

96% des crédits de paiement prévus au budget primitif et à la décision modificative de juillet ont été consommés en fonctionnement et 87,3% en investissement.

Trois quart des crédits sont consacrés aux interventions régionales, 15,7% aux moyens de l'institution et 8,7% à l'annuité de la dette (frais financiers et remboursement du capital).

Dépenses totales de fonctionnement et d'investissement (en M€)



Fonctionnement

Le dynamisme des dépenses de fonctionnement sur le cycle 2004-2009 (+9,5% en moyenne chaque année) trouve son origine dans les nombreux transferts de compétences intervenus à l'échelon régional dans le cadre de l'Acte 2 de la décentralisation : aides et formations sanitaires et sociales, gestion des personnels techniciens, ouvriers et de services des lycées publics, actions de formation de l'AFPA, aéroports de Lesquin et de Merville, ports maritimes de Calais et de Boulogne-sur-Mer.

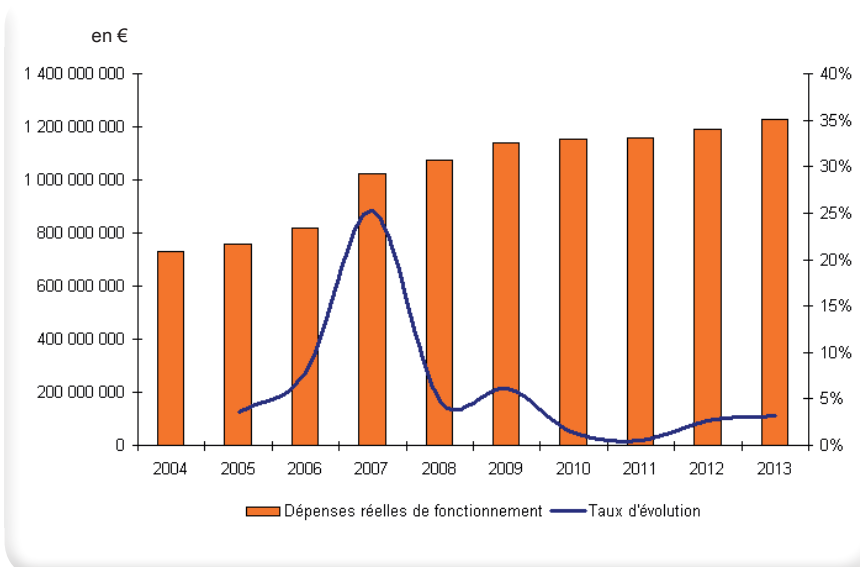
Le périmètre d'intervention de la collectivité s'est stabilisé depuis quatre ans. Si la croissance nominale des dépenses de fonctionnement a atteint +3,1% en 2013, l'exercice écoulé marque néanmoins une nouvelle étape de maîtrise budgétaire, comme le confirme l'évolution du taux de croissance structurel de la section de fonctionnement (hors frais financiers) : +2,6% en 2013 contre +2,9% en 2012.

Le dynamisme résiduel des dépenses d'intervention s'explique à la fois par les initiatives emblématiques portées par l'Exécutif régional (recrutement d'emplois d'avenir au sein des lycées et accompagnement de ceux créés sur le territoire, prise en charge de la gratuité du transport des lycéens, première année de fonctionnement du Louvre-Lens), par des faits générateurs exogènes à la collectivité (redressement URSSAF, relèvement des

cotisations de CNRACL), enfin par des ajustements techniques entre les deux sections du budget (basculement de 2,1 M€ de crédits relatifs à la TV régionale de l'investissement vers le fonctionnement).

La hausse des frais financiers (51,8 M€, +16,9%) résulte de la conjonction d'un effet volume (accroissement du stock de la dette), d'un effet-prix (hausse tendancielle des taux variables) et de l'impact du réaménagement des échéances d'emprunt en 2024, qui permet d'absorber le remboursement en fine de l'emprunt obligataire socialement responsable réalisé en septembre 2012 en contrepartie d'une avancée d'échéances sur les contrats en cours et les nouvelles enveloppes mobilisées.

Évolution des dépenses de fonctionnement



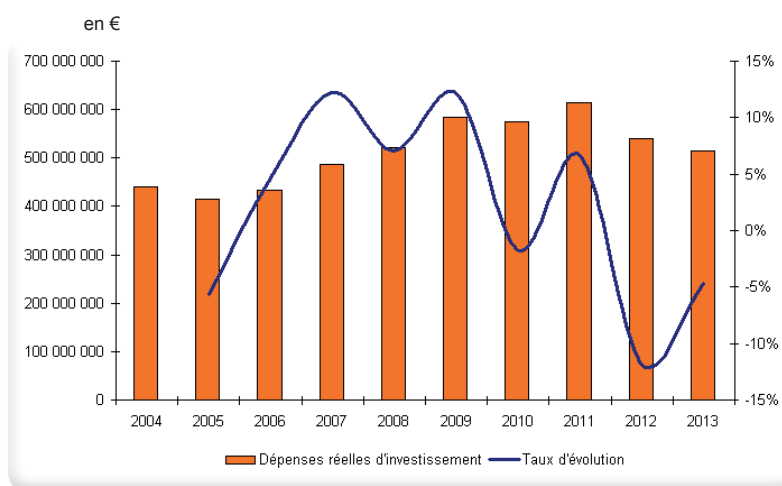
Investissement (hors remboursement du capital de la dette)

Hors Siège de Région, l'effort d'investissement de la Région s'est élevé en moyenne chaque année à 492 M€ entre 2004 et 2012. Le point haut a été atteint en 2011, avec un niveau de mandatement de 613,2 M€, dans un contexte marqué par la volonté de la Région de lutter contre les effets de la crise économique et sociale, et de porter ou d'accompagner l'émergence de grands projets sur les territoires (Louvre-Lens, Vélodrome de Roubaix, Grand Stade...).

Ce niveau d'investissement n'étant pas soutenable à moyen-long terme eu égard à la capacité de financement de la collectivité, un ajustement a été engagé depuis 2012, afin de ramener progressivement le plafond de mandatement aux alentours de 500 M€.

C'est la raison pour laquelle et pour la deuxième année consécutive, le niveau de réalisation en investissement est revu à la baisse, à 515,5 M€ (-4,4% par rapport à 2012).

Évolution des dépenses d'investissement
(hors amortissement de la dette)



Dépenses Institutionnelles

Les dépenses institutionnelles diminuent à la marge en 2013, à 290,8 M€ (-0,6%).

Les charges de personnel, qui concentrent 83,2% des crédits, augmentent de +1,7% malgré plusieurs effets périmètres :

- montée en charge des emplois d'avenir dans les lycées,
- redressement URSSAF,
- revalorisation des cotisations CNRACL.

Hors charges de personnel, les dépenses institutionnelles (48,8 M€) diminuent de 10,8% d'une année sur l'autre.

Les dépenses de l'institution

POSTE DE DÉPENSES	2012			2013		
	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
Charges de personnel (012)	237 827 437,4		237 827 437,4	241 967 749,8		241 967 749,8
Autres ressources humaines	8 188 548,1	54 205,8	8 242 753,9	7 712 510,4	55 096,8	7 767 607,2
Moyens généraux	15 014 984,7	1 272 201,5	16 287 186,2	13 539 786,6	2 605 984,2	16 145 770,9
Assemblées	6 285 551,9		6 285 551,9	7 452 504,3		7 452 504,3
Informatique	1 310 356,6	3 419 227,4	4 729 584,0	1 674 218,3	2 962 739,0	4 636 957,3
Communication	6 710 894,8	145 255,2	6 856 150,0	4 531 870,2	69 972,2	4 601 842,4
Frais financiers (admissions en non-valeur, intérêts moratoires...)	5 252 515,0 *	89 050,0	5 341 565,0	2 132 420,9		2 132 420,9
CESER	2 008 918,8		2 008 918,8	1 843 901,0		1 843 901,0
Nouveau Siècle	200 660,3	77 333,7	277 994,0	650 832,8	152 107,3	802 940,1
Protocole	1 099 565,0		1 099 565,0	769 377,6		769 377,6
Commande publique	343 339,3	299 363,3	642 702,7	305 708,1	419 637,7	725 345,8
Affaires juridiques	1 139 988,4	108 672,8	1 248 661,2	587 341,8		587 341,8
Courrier	554 747,6		554 747,6	578 498,9		578 498,9
Autres	1 132 853,8	2 967,0	1 135 820,8	821 511,4	821,9	822 333,2
TOTAL	287 070 361,8	5 468 276,7	292 538 638,4	284 568 232,0	6 266 359,1	290 834 591,1

* Dont 3,9 M€ d'admission en non-valeur au titre du dossier ARBEL FAUVET RAIL.

Dépenses d'intervention

Les dépenses d'intervention se stabilisent en 2013, à 1 401,5 M€ (+0,4%).

Autres			
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	69,3	50,6	73,0%
Investissement	37,4	24,3	64,9%
Total	106,7	74,9	70,1%

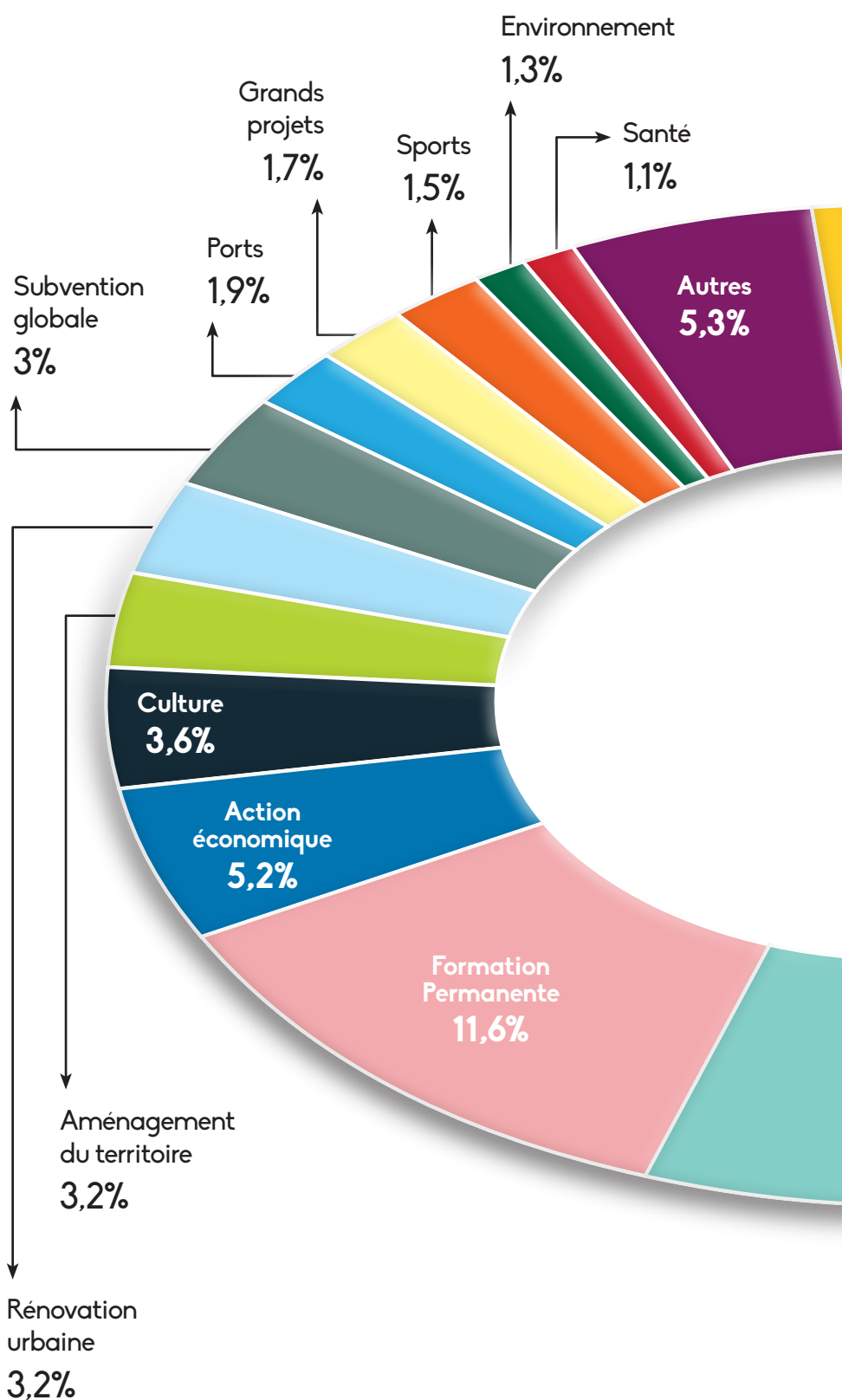
Santé			
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	6,6	5,0	75,7%
Investissement	12,8	10,6	82,8%
Total	19,4	15,6	80,4%

Environnement			
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	12,5	11,0	88%
Investissement	9,0	7,3	81,1%
Total	21,5	18,3	85,1%

Sports			
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	14,3	13,0	90,9%
Investissement	14,3	8,2	57,3%
Total	28,6	21,2	74,1%

Grands projets			
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Investissement	37,7	23,4	62,1%
Total	37,7	23,4	62,1%

Ports			
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	10,9	10,0	91,7%
Investissement	17,6	17,2	97,7%
Total	28,5	27,2	95,4%



	Transports		
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	258,3	247,2	95,7%
Investissement	118,1	117,3	99,3%
Total	376,4	364,5	96,8%

	Lycées		
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	118,4	113,9	96,2%
Investissement	163,0	138,8	85,1%
Total	281,4	252,7	89,8%

	Apprentissage - Formations sanitaires et sociales		
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	173,5	171,4	98,8%
Investissement	25,0	15,1	60,4%
Total	198,5	186,5	93,9%

	Formation permanente		
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	161,3	161,3	100%
Investissement	1,0	1,0	100%
Total	162,3	162,3	100%

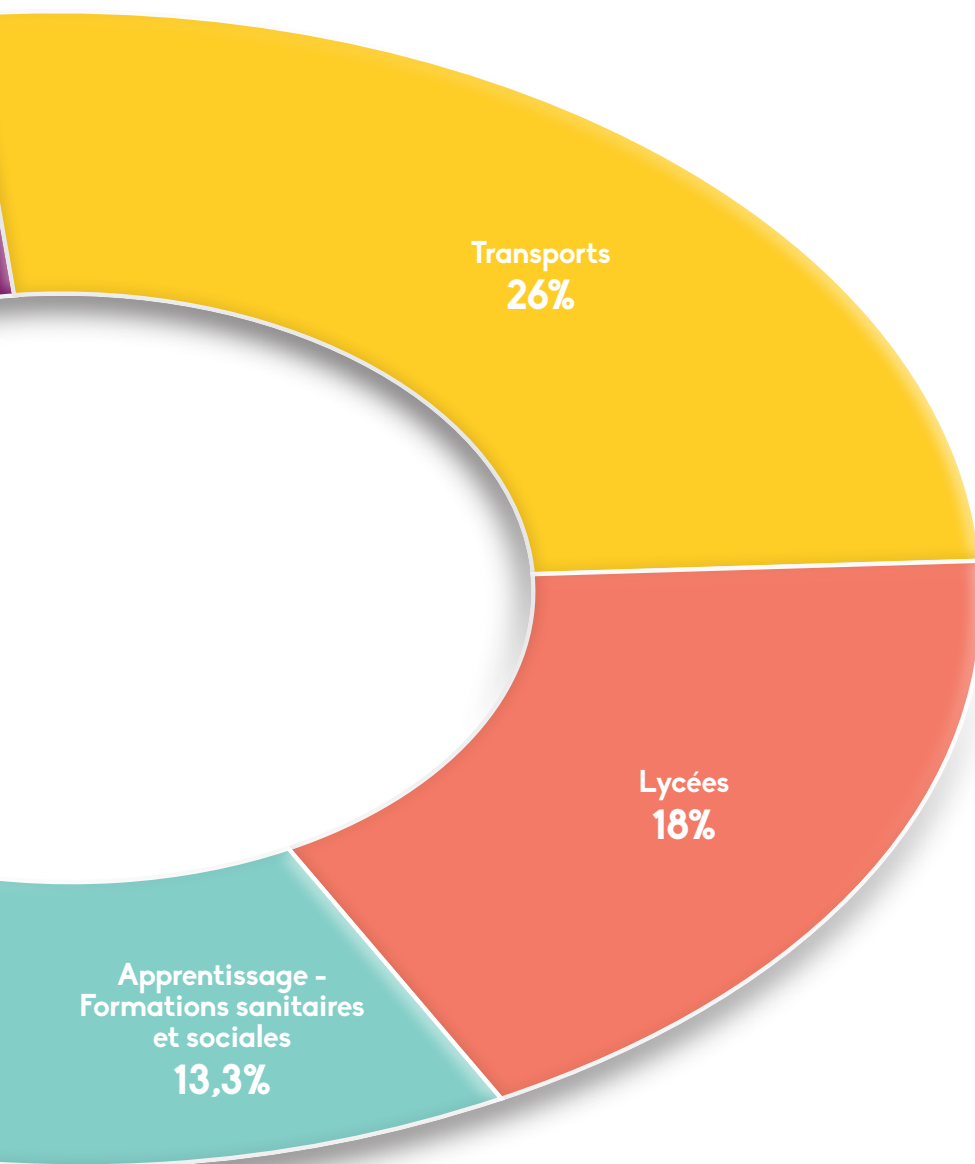
	Action économique		
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	39,7	35,5	89,4%
Investissement	37,5	37,5	100%
Total	77,2	73,0	94,5%

	Culture		
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	46,3	41,9	90,5%
Investissement	9,3	8,0	86%
Total	55,6	49,9	89,7%

	Aménagement du territoire		
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	11,5	11,1	96,5%
Investissement	34,4	33,8	98,2%
Total	45,9	44,9	97,8%

	Rénovation urbaine		
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	0,8	0,8	100%
Investissement	43,7	43,7	100%
Total	44,5	44,5	100%

	Subvention globale		
	CP Votés	CA	Taux d'exécution
Fonctionnement	85,4	19,6	22,9%
Investissement	90,5	23,1	25,5%
Total	175,9	42,7	24,3%



- CP : crédits de paiement votés au budget primitif et à la décision modificative
- CA : compte administratif 2013
- Taux d'exécution : CA / CP

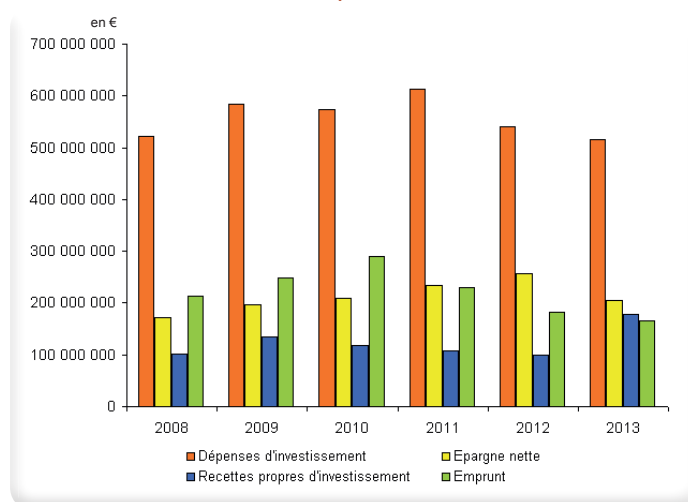
GESTION DE LA DETTE

La crise financière qui a éclaté fin 2008 a eu un triple effet de raréfaction, de renchérissement du coût et de raccourcissement de la durée de disponibilité de la liquidité bancaire. Dans ce contexte, la Région a conforté sa stratégie de financement caractérisée par la diversification, la sécurisation et l'optimisation des ressources qu'elle mobilise auprès des partenaires bancaires et sur les marchés financiers.

L'encours de dette, qui atteint 1 966,3 M€ au 31 décembre 2013, est élevé comparé aux autres collectivités territoriales. Son évolution est néanmoins maîtrisée, en terme de croissance, de structure et de cycle de vie. La Région n'a contracté que des produits financiers assis sur des taux fixes, des taux variables simples, ou sans effet multiplicateur (emprunts dits "toxiques").

Modalités de financement de l'investissement

Financement des dépenses d'investissement



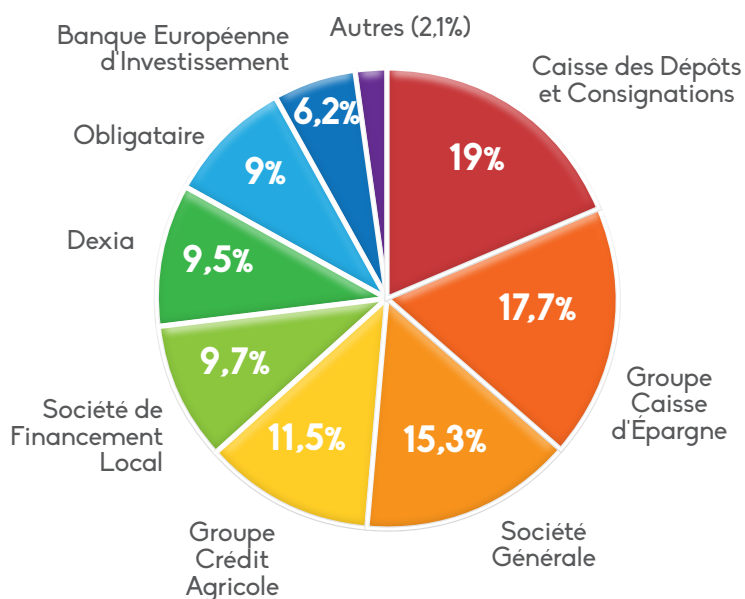
La Région couvre en moyenne un tiers de son effort d'investissement par de l'emprunt. L'exercice 2013 confirme ce constat puisque le financement de l'investissement régional a fait appel à :

- 313,6 M€ d'épargne brute,
- 178,5 M€ de recettes définitives d'investissement (soit un autofinancement après remboursement du capital de la dette à 383 M€),
- un emprunt de 165,4 M€,
- une variation du fonds de roulement de 32,9 M€.

L'emprunt vient donc en complément de ressources propres, au service de l'effort d'investissement.

Couverture du besoin d'emprunt

Les partenaires financiers de la Région au 31 décembre 2013



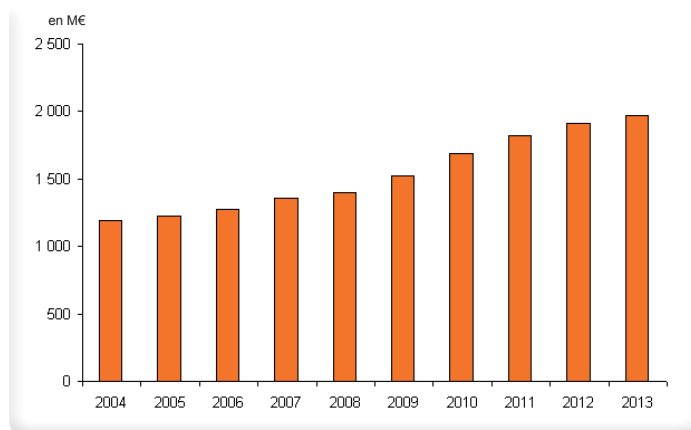
Le besoin de financement 2013 a été couvert en mobilisant plusieurs leviers :

- profitant de l'intérêt d'un investisseur institutionnel manifesté par la banque HSBC, la Région a procédé dès février à une première émission obligataire de 30 M€, amortissable in fine en 2033 (maturité 20 ans), portant un taux fixe de 3,45% ;
- un peu plus de la moitié du besoin de financement a été couverte par le versement en mai du solde (90 M€) d'un emprunt contracté fin 2012 auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), sur une durée de 15 ans, au taux variable du livret d'épargne populaire (LEP) + 1,24% ;
- une seconde émission obligataire a été réalisée en mai à nouveau avec la banque HSBC, à hauteur de 20 M€, amortissable in fine en 2038 (maturité de 25 ans), contre un taux fixe de 3,25% ;
- enfin, la Région a mobilisé une enveloppe de 25,4 M€ auprès de la CDC, au titre des projets de rénovation urbaine soutenus dans l'année (15 ans, livret A + 1,00%).

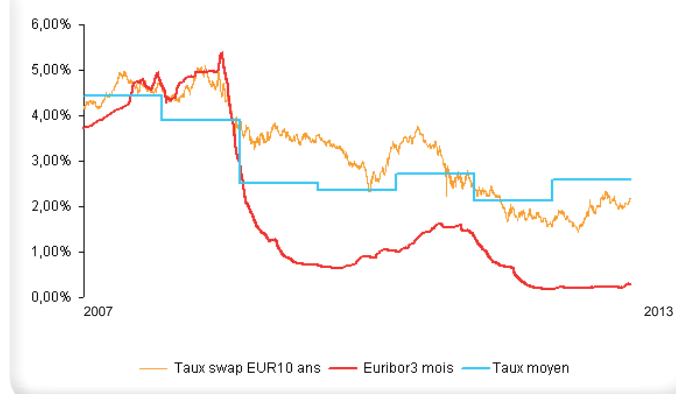
Encours au 31 décembre 2013

En réduisant son besoin de financement dans l'année, la Région a poursuivi pour la troisième année consécutive et d'une manière très significative l'effort de maîtrise de son encours de dette, en divisant quasiment par deux (+2,9%) le rythme de progression de celui-ci par rapport à 2012.

Évolution de l'encours de dette régional



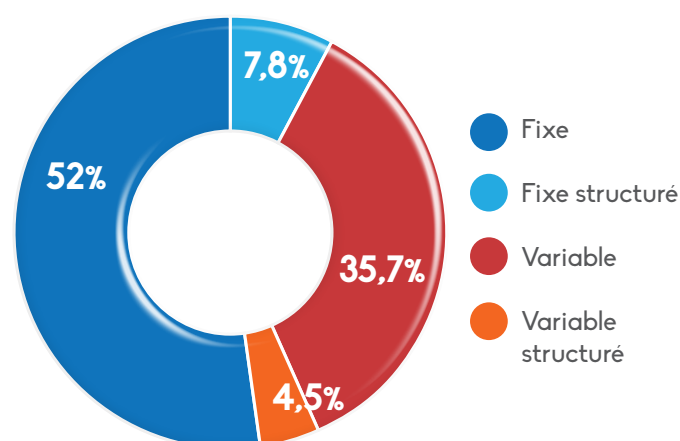
Taux de marché



Trésorerie

La stratégie de financement de la Région Nord - Pas de Calais vise aussi à optimiser sa gestion de trésorerie, en réduisant au maximum le montant des disponibilités déposées sur le compte du Trésor public (non rémunérées) et en limitant les charges financières à payer dans le cadre de la mobilisation des différents outils dont elle s'est dotée et entre lesquels elle effectue des arbitrages quotidiens : deux lignes de trésorerie auprès d'établissements bancaires ; onze contrats revolving ouvrant des droits de tirage sur plusieurs années ; un programme de billets de trésorerie, plafonné à 300 M€.

Répartition du risque de taux



La répartition de l'encours de dette est relativement équilibrée entre taux fixes (59,8%) et taux variables (40,2%). Le rééquilibrage en faveur des taux fixes résulte des enveloppes mobilisées en cours d'exercice, dans un contexte historiquement favorable. Des opérations de réaménagement de dette, inhérentes à la gestion de l'amortissement in fine 2024 de l'émission socialement responsable réalisée en septembre 2012, ont également été réalisées afin de profiter des niveaux très faibles des taux fixes.

Dans le même temps, en conservant une part non négligeable de taux variables, la Région est en mesure d'arbitrer entre ces emprunts remboursables de manière temporaire et les outils de gestion de trésorerie, bénéficiant de conditions plus avantageuses (billets de trésorerie). 86,3% de l'encours de dette régional relèvent de la catégorie la moins risquée (1A) de la Charte Gissler.

Le taux moyen de la dette s'élève à 2,73%, soit 1,20% de moins que le niveau de marché, c'est-à-dire celui qu'obtiendrait la collectivité si elle voulait réemprunter l'intégralité de son encours. Le taux moyen de la dette à taux variable atteint 1,45% et celui de la dette à taux fixe 3,60%.

L'année 2013 a été marquée par une utilisation très importante des billets de trésorerie, dont la marge a encore diminué par rapport à 2012, passant de 0,08% sur le swap Eonia à 0,01%.

Au total, les arbitrages ont permis de réaliser une économie de frais financiers évaluée à 1,5 M€.

SUBVENTION GLOBALE

En application de la délibération de l'Assemblée régionale des 18 et 19 octobre 2007 et des conventions signées avec l'État, autorité de gestion des programmes opérationnels 2007-2013, la Région Nord - Pas de Calais assume depuis 2008 la responsabilité d'autorité de gestion déléguée sur deux subventions globales, d'un montant total de 330,3 M€ :

- sur le Fonds social européen (FSE) pour 86,6 M€, dont 69,3 M€ au titre de l'Axe 2 mesure b "Accès à l'emploi des demandeurs d'emploi // formation qualifiante" et 17,3 M€ au titre de l'Axe 3 mesure a "Inclusion sociale // retour à l'emploi des publics en difficulté",

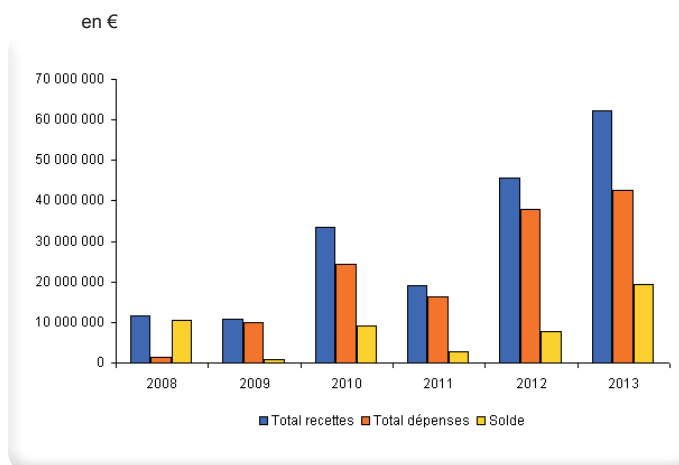
- sur le Fonds européen de développement économique régional (FEDER) pour 243,7 M€, au titre de l'Axe 1 "Recherche et développement, innovation, politique de l'entreprise".

À la fin de la programmation, une fois que toutes les dépenses auront été justifiées, le montant des décaissements devra être strictement égal à celui des encaissements, globalement et au sein de chacune des sections de fonctionnement et d'investissement du budget régional.

Les flux de la subvention globale FSE relèvent exclusivement de la section de fonctionnement et se distinguent par leur régularité compte tenu du caractère récurrent des actions de formation et d'insertion éligibles.

À l'inverse, les flux de la subvention globale FEDER sont plus erratiques et désynchronisés entre les dépenses et les recettes. Ils sont en effet liés au rythme de réalisation d'opérations ponctuelles, relevant, selon la nature des dépenses éligibles et certifiées, soit de la section de fonctionnement, soit de la section d'investissement.

Rétrospective des flux 2008-2013

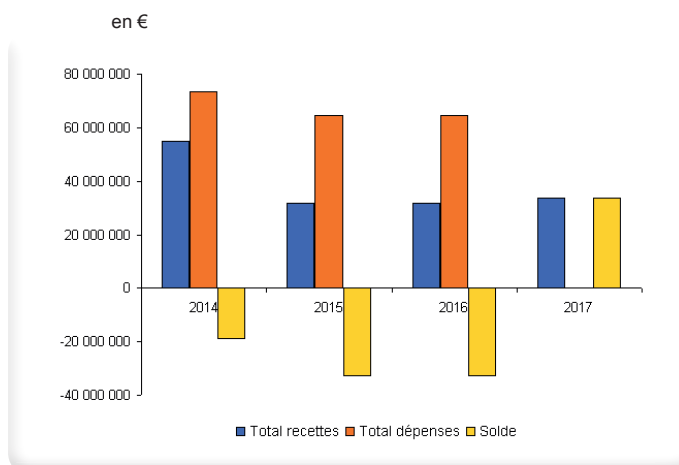


Au 31 décembre 2013, la subvention globale FEDER a été consommée à hauteur de 39,3%.

La Région a reçu à ce jour un surplus de 49,4 M€ de recettes par rapport aux dépenses qui ont été certifiées, en vertu du mécanisme de reconstitution annuelle de l'avance perçue en début de programmation.

La subvention globale FSE a été réalisée à hauteur de 42,3%.

Prospective des flux 2014-2017



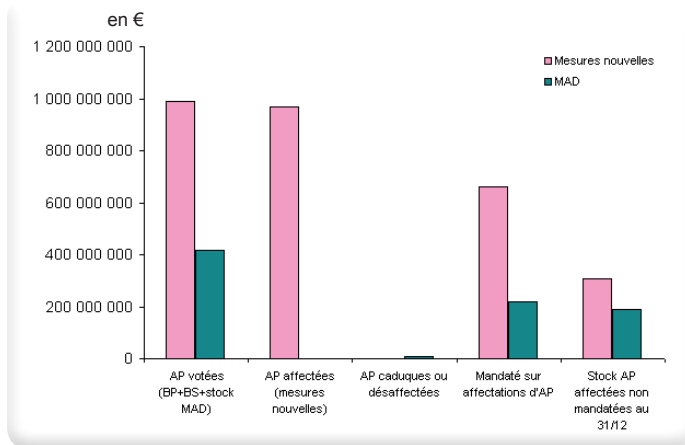
Le niveau de mandatement des dépenses de subvention globale relative au FEDER devrait franchir un palier au cours des trois prochaines années, compte tenu des crédits encore disponibles (150,7 M€) et de l'échéance du 31 décembre 2015, date-limite de justification des dépenses par les porteurs de projets.

En fin de programmation, les flux de recettes et de dépenses sont amenés à s'inverser, le solde de 10% (24,6 M€) n'étant versé qu'une fois toutes les dépenses justifiées par l'autorité de certification.

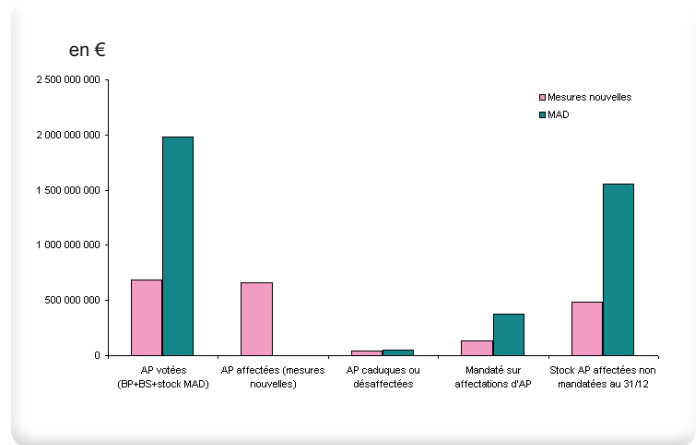
ANNEXES

État des autorisations pluriannuelles

Situation des Autorisations d'engagement (AEP)



Situation des Autorisations de programme (AP)



Section de fonctionnement

Les autorisations d'engagement pluriannuel (AEP) ouvertes dans le cadre des décisions budgétaires 2013 (budget primitif et décision modificative) se sont élevées à 1 405,1 M€, dont 989,6 M€ au titre des mesures nouvelles et 415,5 M€ au titre des mesures antérieurement décidées. Le stock des AEP au 31 décembre 2013 s'élève à 499,9 M€, compte tenu des différents mouvements intervenus sur les enveloppes en cours d'exercice : affectations des mesures nouvelles (969,2 M€), mandatements (877 M€), caducité et désaffectation (7,8 M€).

Le ratio de couverture s'établit à 0,6 an au 31 décembre 2013, contre 0,5 an fin 2012.

Section d'investissement

Les autorisations de programme (AP) ouvertes en 2013 se sont élevées à 2 667 M€, dont 688,9 M€ au titre des mesures nouvelles de l'exercice et 1 978,1 M€ au titre des mesures antérieurement décidées.

Le stock des AP au 31 décembre 2013 s'élève à 2 041,8 M€, compte tenu des différents mouvements intervenus sur les enveloppes : affectations des mesures nouvelles (659,5 M€), mandatements (509,1 M€), caducité et désaffectation (86,7 M€).

Le ratio de couverture s'établit à 4,1 ans en fin d'exercice, contre 3,6 ans fin 2012.

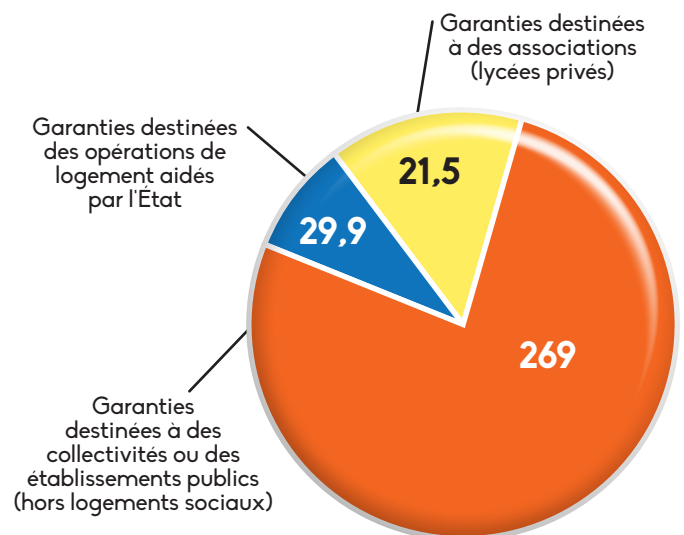
Dette garantie au 31 décembre 2013

L'encours des garanties d'emprunts accordées par la Région s'élève au 31 décembre 2013 à 320,4 M€. Aucune nouvelle garantie d'emprunt n'ayant été accordée en 2013, le portefeuille est resté quasi-stable, les modifications étant essentiellement dues à l'amortissement de la dette existante.

L'engagement de la Région est conforme aux trois règles prudentielles posées par l'article L3231-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) :

- le ratio réglementaire de plafonnement du risque impose que le total des annuités de la dette de la collectivité et de sa dette garantie (hors celles accordées aux organismes d'intérêt général) ne dépasse pas 50% des recettes réelles de fonctionnement. Pour la Région Nord - Pas de Calais, celui-ci est nettement en deçà de cette limite puisqu'il atteint 10,6 % au 31 décembre 2013.
- Le ratio de division du risque, qui limite le montant garanti au profit d'un même débiteur ;
- le ratio de partage du risque, qui limite la quotité garantie sur un même emprunt.

Emprunts garantis par catégorie (en M€)



Ratios ATR

"Afin de permettre à chacun d'avoir une vision de la situation financière et des engagements plus proches de la réalité", l'article 13 de la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République (dite loi "ATR") a instauré l'obligation, pour les collectivités territoriales de plus de 10 000 habitants, de faire figurer en annexe des documents budgétaires 11 ratios financiers synthétiques.

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
1	Dépenses réelles de fonctionnement par habitant	189,8 €	204,7 €	256,2 €	268,6 €	278,5 €	281,9 €	282,8 €	290,1 €	299,1 €
2	Produit des impositions directes par habitant	84,4 €	89,0 €	88,7 €	94,3 €	102,0 €	29,4 €	54,6 €	55,5 €	57,6 €
3	Recettes réelles de fonctionnement par habitant	265,8 €	278,7 €	327,2 €	346,8 €	356,9 €	362,2 €	364,3 €	376,2 €	375,5 €
4	Dépenses d'équipement brut par habitant	91,2 €	99,1 €	110,0 €	124,5 €	137,8 €	134,5 €	134,5 €	124,5 €	117,8 €
5	Encours de la dette par habitant	317,3 €	323,1 €	340,8 €	349,8 €	372,4 €	413,5 €	444,3 €	465,0 €	479,6 €
6	Dotation globale de fonctionnement par habitant	85,6 €	88,3 €	90,8 €	93,1 €	92,3 €	90,3 €	87,7 €	87,6 €	88,8 €
7	Dépenses de personnel / Recette réelles de fonctionnement	8,7%	9,6%	17,2%	18,9%	19,6%	19,9%	20,2%	20,0%	19,7%
8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal	178,0%	151,2%	135,9%	135,8%	141,0%	148,2%			
9	Dépenses réelles de fonctionnement + remboursement annuel de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement	84,3%	87,4%	87,8%	88,1%	91,0%	85,9%	84,3%	83,3%	86,7%
10	Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonctionnement	33,5%	34,7%	32,9%	35,1%	38,6%	37,1%	39,2%	33,1%	30,9%
11	Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement	116,7%	113,3%	101,8%	98,6%	104,3%	114,2%	121,9%	123,7%	127,5%

Lexique

Annuité de la dette : somme des intérêts versés et du capital de la dette remboursé dans l'année.

Autorisation d'engagement pluriannuel (AEP) / Autorisation de programme (AP) : limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour financer des opérations pluriannuelles en fonctionnement / en investissement.

Billets de trésorerie : alternative aux lignes de trésorerie, les billets de trésorerie sont des titres de créances émis par la collectivité directement auprès des investisseurs institutionnels (entreprises, compagnies d'assurance, mutuelles...) à un taux d'intérêt très performant, sur une durée pouvant varier de 1 à 365 jours.

Budget primitif : document prévoyant et autorisant les dépenses et les recettes du 1er janvier au 31 décembre d'une année.

Capacité dynamique de désendettement : ce ratio de solvabilité se mesure en rapportant l'encours de la dette au 31 décembre de l'année à l'épargne brute. La capacité de désendettement, exprimée en années, correspond à la durée nécessaire pour rembourser complètement sa dette en y consacrant la totalité de l'épargne brute dégagée.

Charte Gissler : définie par la circulaire du 25 juin 2010, la Charte Gissler permet de ranger les produits financiers proposés aux collectivités territoriales selon une matrice à double entrée : le chiffre de 1 à 5 traduit la complexité de l'indice servant au calcul des intérêts de l'emprunt; la lettre, de A à E, exprime le degré de complexité de la formule de calcul des intérêts.

Compte administratif : document retraçant l'exécution du budget, c'est-à-dire l'ensemble des mandats de dépenses et des titres de recettes émis dans l'année écoulée.

Crédits de paiement : limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme (d'engagement) correspondantes

Décision modificative : document budgétaire voté en cours d'exercice et venant ajuster les prévisions initiales du budget primitif, en fonction des événements intervenus depuis le 1er janvier et ceux anticipés d'ici le 31 décembre.

Dépenses de fonctionnement : elles sont liées au fonctionnement courant de la Région et recouvrent principalement les charges de personnel, les dépenses d'entretien et de fournitures et les intérêts de la dette.

Dépenses d'investissement : ensemble des opérations impactant le patrimoine de la Région, telles que les remboursements d'emprunt, les prêts et avances accordés, les dépenses d'équipement (acquisitions mobilières et immobilières, constructions, réparations) et les subventions versées aux porteurs de projets.

Émissions obligataires : opérations financières consistant à émettre des titres de dettes sur les marchés financiers, en complément des emprunts levés auprès des établissements bancaires. La particularité des emprunts obligataires et leur remboursement en une fois, au terme ("in fine").

Épargne brute : excédent des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement. Cet indicateur traduit la capacité de la collectivité à rembourser l'annuité en capital de sa dette.

Épargne nette : on l'obtient en déduisant de l'épargne brute le remboursement du capital de la dette échu dans l'année. Elle mesure la capacité de la collectivité à dégager des ressources propres dans son fonctionnement courant afin de financer tout ou partie de son effort d'investissement.

Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) : Il a pour objet de compenser de manière forfaitaire - à un taux de 15,482% - la TVA que les collectivités ont acquittée sur leurs dépenses réelles d'équipement et qu'ils ne peuvent pas récupérer directement par la voie fiscale. Ne sont éligibles que les dépenses ayant pour effet d'accroître le patrimoine de la collectivité (travaux, acquisitions).

Péréquation : mécanisme de redistribution qui vise à réduire les écarts de ressources et donc les inégalités entre les différentes collectivités territoriales. On distingue la péréquation horizontale, qui s'effectue entre les collectivités territoriales (cf. CVAE), et la péréquation verticale, assurée par les dotations versées par l'État aux collectivités territoriales (cf. DGF),

Ratio de couverture : nombre d'année(s) nécessaire pour mandater toutes les autorisations pluriannuelles (AEP et AP) disponibles à la fin d'un exercice, calculé sur la base du niveau de mandatement constaté.

Taux d'autofinancement des dépenses d'investissement : il mesure la part de l'effort d'investissement couverte par des ressources définitives, le solde traduisant un besoin de financement qui sera couvert par la mobilisation de l'emprunt. Le taux d'autofinancement traduit l'indépendance financière de la collectivité par rapport à des formes de financement externes (bancaires ou obligataires).

Taux d'épargne brute : rapport de l'épargne brute sur les recettes réelles de fonctionnement.

Taux d'épargne nette : rapport de l'épargne nette sur les recettes réelles de fonctionnement.

Taux fixe : taux d'intérêt fixé sur toute la durée de l'emprunt, insensible aux variations des marchés financiers.

Taux variable : taux d'intérêt exposé aux variations des marchés financiers.



Directeur des publications : Yves DURUFLÉ
Document réalisé par la DGF et la Communication Interne - Avril 2014

Région Nord - Pas de Calais
151 avenue du Président Hoover 59555 Lille cédex